

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 JANVIER 1925.

Projet de loi

portant modification au régime de la séparation de corps ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. SINZOT.

MESSIEURS,

Le projet de loi, qui a été adopté par le Sénat et au sujet duquel j'ai l'honneur de faire rapport, a divers objets :

1° Il modifie l'article 310 du Code Civil et substitue au divorce automatique à l'expiration des trois ans, le divorce à la décision du Magistrat ;

2° Il assimile le régime des biens, après la séparation de corps, à celui du divorce ;

3° Il accorde au mari séparé de corps, le même droit de désaveu qu'au mari divorcé.

Il s'agit là, on le voit, d'un essai d'organisation juridique, encore timide, de la séparation de corps.

* * *

Nous voudrions mettre en exergue de ce rapport, ces quelques lignes, par lesquelles M. Allou, rapporteur à la Chambre Française du projet de loi sur la séparation du corps, justifiait le maintien et l'organisation de cette institution dans le droit civil :

« C'est une erreur trop commune, nous ne saurions trop le répéter, de dire » que la séparation de corps ne se soutient que par le sentiment religieux, de » l'appeler le divorce des catholiques, pour s'empresser d'ajouter que la loi ne » doit pas avoir de préoccupations confessionnelles. Si cette raison du respect » des conventions religieuses a été principalement mise en relief pour maintenir

(1) Projet de loi transmis par le Sénat, n° 106 (1910-1911).

(2) La Commission spéciale, était composée de MM. Pierco, président, Baels, Crick, Destrée, Carton de Wiart, du Bus de Warnaffe, Mathieu, Meysmans, Sinzot, Souddan et Van Dievoet.

» la séparation dans le Code Civil lors de la rédaction de celui-ci, si elle est
 » toujours suffisante dans un pays qui compte autant de catholiques, que leur
 » religion empêche de pratiquer le divorce, ou tout au moins d'en profiter, il
 » demeure vrai que *la séparation se soutient en dehors de tout sentiment reli-*
 » *gieux, et qu'elle répond à des besoins sérieux et à des préoccupations parfai-*
 » *tement légitimes.*

» Est-ce que des époux, même non catholiques, ne peuvent pas se contenter
 » de la séparation dans l'intérêt des deux familles, pour qu'il y ait moins de
 » scandale, et surtout dans l'intérêt des enfants, de la conservation des biens, et
 » en vue d'un avenir, soit de réconciliation, soit d'apaisement ? »

C'est dans le même esprit et pour les mêmes raisons que la Commission vous propose l'adoption du texte voté par le Sénat.

I. L'article 310 est ainsi rédigé :

« Lorsque la séparation de corps prononcée pour toute autre cause que
 » l'adultère de la femme aura duré trois ans, l'époux qui était originairement
 » défendeur, pourra demander le divorce au tribunal, qui l'admettra, si le deman-
 » deur originaire, présent ou dûment appelé, ne consent pas immédiatement à
 » faire cesser la séparation ».

M. Braun qui a, dès 1905, posé le problème juridique de la séparation de corps, proposait l'abrogation pure et simple de cet article. Il invoquait l'autorité de Laurent, et de la Commission de Revision du Code Civil.

Il n'a pas été suivi par le Sénat qui s'est inspiré du droit français, tel que la loi du 27 juillet 1884 l'établissait :

« Le défendeur originaire, sauf si la séparation a été prononcée contre lui du chef d'adultère, pourra demander au tribunal, que la séparation de corps soit convertie en divorce. Cette conversion n'est pas obligatoire; elle est laissée à l'appréciation du tribunal ».

Pendant, il ne peut être question d'arbitraire. Les tribunaux devront juger cette demande comme une demande nouvelle.

Comme le disait notre regretté collègue M. Hoyoïs, dans son rapport sur cette question : « Il est d'évidence que, si l'intention du législateur d'aujourd'hui était
 » de garder entier aux tribunaux le droit d'imposer le divorce à l'époux qui n'a
 » rien à se reprocher et ce uniquement parce que son conjoint, coupable et à
 » charge de qui il a fait prononcer une séparation de corps trois ans auparavant,
 » se paie la fantaisie de demander la transformation de cette séparation en
 » divorce, ce ne serait vraiment pas le peine de modifier le texte actuel de
 » l'article 310 du Code civil. La loi est changée précisément pour que ce qui s'est
 » vu jusque maintenant ne se voie plus. Le texte nouveau ne va pas jusqu'à
 » l'abrogation de l'article 310 du Code civil. C'est vrai. Mais, c'est seulement
 » parce que, dans la pensée de ceux qui n'estiment pas devoir aller jusque là, il peut
 » y avoir des raisons, nouvelles et très graves, de substituer à un moment donné
 » et dans des circonstances spéciales, le divorce à une séparation antérieurement
 » prononcée : il convient de laisser aux tribunaux, lorsqu'ils ont acquis par
 » l'examen de l'ensemble de la situation — quant aux époux et quant aux
 » enfants issus de leur union — la preuve de l'existence de ces raisons, le droit
 » de régler en conséquence la situation juridique des époux qui se sont déjà

» adressés une première fois à justice ; hors de là, les tribunaux doivent respecter et le lien conjugal, non encore définitivement brisé, et la volonté de « l'époux outragé, qui a usé de son droit en préférant la séparation au divorce et » la chose antérieurement jugée.

« Bref, on ne s'en rapporte pas à l'arbitraire des tribunaux. La demande en divorce dont il sont saisis trois ans après qu'ont été appréciés les faits qui ont » motivé une séparation de corps est une demande entièrement nouvelle, qu'ils » doivent juger comme telle. La séparation de corps n'étant, de sa nature, qu'un » relâchement du lien conjugal, il en résulte que, quand l'époux originairement » en tort demande la reprise de la vie commune après une sorte de délai d'épreuve » suffisant — le législateur l'a fixé à trois années —, les juges ont à apprécier » si le conjoint ancien demandeur en séparation, qui refuse de reprendre cette » vie commune est fondé à le faire. Dans l'affirmative les juges doivent refuser » d'admettre la demande en divorce. Ils ne pourront l'admettre que dans le cas » contraire ».

Le projet de loi modifie l'article 310 en un autre point : sous le régime actuel, le divorce peut être demandé dans tous les cas de séparation, sauf lorsqu'elle a été prononcée pour adultère de la femme. On a fait remarquer à bon droit que rien ne justifiait ce privilège du mari. Il sera donc aussi forclos du droit de demander le divorce, si la séparation a été prononcée contre lui du chef d'adultère.

Les autres modifications sont de pure forme.

II.

L'article 311bis du projet est repris textuellement de la proposition de M. Braun : « L'article 299 est applicable à la séparation de corps ».

Aux termes de l'article 299 du Code Civil, l'époux contre lequel le divorce a été admis, perd tous les avantages que l'autre époux lui aurait faits.

La jurisprudence de la Cour de Cassation en France et celle de notre Cour de Cassation diffèrent quant à l'applicabilité de cet article à la séparation de corps.

La première juridiction étendait la déchéance à l'époux contre lequel la séparation de corps était prononcée (1).

L'arrêt de la Cour de Cassation de Belgique, en date du 20 mai 1847, a consacré l'opinion contraire : un autre arrêt de la même Cour, du 24 mars 1865, a confirmé cette décision : et depuis lors, en Belgique, les tribunaux ont adopté cette jurisprudence.

Naguère, un jugement de Gand, brisant la ligne suivie jusqu'ores, avait appliqué l'article 299 à la séparation de corps ; un arrêt de la Cour d'Appel de Gand l'a réformé en rappelant les arguments de la Cour de Cassation :

1° L'article 299 est une dérogation au principe de l'irrévocabilité des dispositions par contrat de mariage ; il ne peut donc être étendu par analogie à la séparation de corps ;

(*) La jurisprudence française est en général dans le même sens. V. not. Trib. Seine, 7 novembre 1906, une application intéressante aux avantages de communauté, *Rev. not.* 1907, 254.

2° Lorsque le législateur a voulu appliquer les règles du divorce à la séparation de corps, il s'en est expliqué;

3° La disposition de l'article 299 a un caractère de pénalité et, par conséquent, il ne peut être question de l'étendre (1).

Cependant l'arrêt reconnaît qu'il est incontestable, comme l'affirme le jugement *a quo*, qu'un mouvement se dessine, en matière de législation, en faveur de l'extension de l'article 299 à la séparation de corps.

En tout cas, l'article 311^{bis} qui nous est proposé, tranche la question et termine cette controverse. Rien ne s'oppose à ce qu'on l'adopte. Signalons que déjà la loi du 20 novembre 1896 a assimilé l'époux séparé de corps à l'époux divorcé, en ce qui concerne le droit de succession du conjoint survivant.

L'article 767 disposait que : « Lorsque le défunt ne laisse ni parents au degré successible, ni enfants naturels, les biens de la succession appartiennent au conjoint non divorcé qui lui survit. » La loi précitée a ajouté au texte « conjoint non divorcé » les mots « ni séparé de corps ».

Sans doute, l'époux au profit duquel la séparation a été prononcée a le droit de poursuivre la révocation de la donation du chef d'ingratitude, conformément au droit commun (art. 953 et 959 du Code civil).

Mais les raisons qui ont déterminé le législateur en matière de succession sont plus fortes encore lorsqu'il s'agit de donation par contrat de mariage, c'est-à-dire d'avantages faits à raison de l'affection mutuelle que les époux se sont vouée.

Et dans l'ordre pratique, pourquoi exiger un nouveau procès en révocation de donation; il est évident que, si la séparation de corps a été prononcée, il y a ingratitude; c'est ce que le législateur a pensé en matière de divorce. Dès lors, pourquoi ne pas prononcer, automatiquement, la déchéance avec la séparation de corps, comme avec le divorce?

III

Sous le régime du Code, le mari ne peut désavouer un enfant pour cause d'adultère que si la naissance lui a été cachée. D'autre part, aux termes de l'article 315 : « la légitimité de l'enfant né trois cents jours après la dissolution du mariage peut être contestée ».

On a fait remarquer avec raison que le fait même de demander séparation de corps ou divorce impliquait la séparation des époux, ne fut-ce que pour éviter l'exception de réconciliation : et dès lors, que le désaveu est admis, à cause de cette séparation des époux, il n'existe aucun motif de ne pas l'admettre à raison de la demande en séparation comme à raison de la demande en divorce.

Cependant cette séparation n'est considérée que comme une présomption *juris tantum* et l'épouse contre laquelle la demande est intentée, aura le droit d'établir qu'il y a eu réunion de fait entre les époux; en ce cas, l'action en désaveu ne sera pas admise.

Telles sont les raisons d'adopter le texte que le projet du Sénat propose d'ajouter à l'article 313 : « En cas de jugement ou même de demande en divorce » ou en séparation de corps, le mari pourra désavouer l'enfant né trois cents

(1) V. cet arrêt, Rec. gén. de l'enr. n° 15744.

» jours après la décision qui aura autorisé la femme à avoir un domicile séparé et
 » moins de cent quatre-vingt jours depuis le rejet définitif de la demande ou
 » depuis la réconciliation. L'action en désaveu ne sera pas admise si la femme
 » prouve qu'il y a eu réunion de fait entre les époux ».

IV.

Enfin, la capacité juridique de la femme séparée de corps était limitée. Si elle reprenait la libre administration de ses biens, elle n'était cependant habile à faire certains actes qu'avec l'autorisation de son mari.

Le texte qui était proposé par M. Braun, était beaucoup plus restrictif que l'article 1439 nouveau tel qu'il a été adopté par le Sénat. Il n'accordait le plein exercice de sa capacité civile qu'à la femme *au profit* de qui la séparation de corps avait été prononcée.

Le Sénat l'accorde au contraire à toute femme séparée de corps. Il s'est rallié au système de la loi française du 6 février 1893 (1) pour des raisons d'ordre pratique et dans l'intérêt des tiers. Il y aurait, en effet, quelque danger pour ceux-ci si l'on établissait deux catégories de femmes séparées de corps desquelles les unes seraient pleinement capables de s'engager, et d'autres ne le seraient que de manière incomplète.

La réforme a son importance : elle pose le principe de la pleine capacité civile dans le chef de la femme séparée de corps ; elle se borne à y apporter une exception unique, en ce qui concerne la vente de ses biens immeubles. Nous avouons que cette restriction nous paraît illogique et relève encore des préjugés qui faisaient des biens immobilisés une sorte d'aristocratie juridique.

Comme toutes les lois, celle-ci, est une œuvre de transaction que la Commission propose d'adopter comme telle.

* *

Cependant certains membres de la commission se sont préoccupés de la situation juridique des époux séparés de corps, en cas de réconciliation.

Il ne peut être question ici que du régime des biens. En effet, jurisprudence, doctrine et bon sens (par miracle réunis) sont d'accord sur cette conclusion qu'aucune formalité, ni judiciaire ni extra-judiciaire, n'est nécessaire pour la reprise de la vie commune.

La volonté des conjoints y suffit (2).

(1) V. POULLE, *La Séparation de corps devant le Sénat Français*. Jurisp. en matière de divorce et de séparation de corps, 1887, p. 48 et s. V. aussi le rapport de M. ARNOULT, à la Ch. Française, session extraordinaire de 1887. Annexe au procès-verbal de la séance du 28 novembre 1887.

(2) LAURENT III n. 357, AUBRY et RAU, V. p. 210, DEMOLOMBE IV. n° 532. On a même prétendu que la volonté de l'époux au profit duquel la séparation avait été prononcée suffisait. V. not. DURANTON II, n° 618. — DALLOZ, rap. V. *Séparation de corps* : c'est négliger la notion même de réconciliation qui est à la base de la vie commune.

En ce qui concerne le régime des biens, nous ne possédons que les dispositions de l'article 1451 du Code civil.

Dans l'ancien droit, certains auteurs enseignaient que si la séparation de biens avait été prononcée comme accessoire de la séparation de corps, elle cessait par le fait de la réconciliation. Pothier qui les cite, en faisant ses réserves, rapporte cependant l'article 199 de la coutume d'Orléans qui semble leur donner raison. « Si, après la séparation de biens, d'entre homme et femme conjoints par » mariage, les deux conjoints se rassemblent et mettent leurs biens ensemble, » cessera l'effet de la dite séparation » (1).

Cette solution ne saurait être admise en raison du texte formel de l'article 1451 qui sauvegarde avant tout les intérêts des tiers. La séparation de corps entraîne la séparation de biens : les tiers de bonne foi contracteront en tenant compte de cette situation juridique ; comment pourrait-on leur opposer une communauté rétablie par le seul fait d'une vie commune — passagère peut-être — et qui entraînerait la *deminutio capitis* de la femme avec laquelle ils ont traité (2).

Il faudra donc pour rétablir le régime matrimonial primitif un acte notarié avec minute : l'expédition devra en être affichée dans les formes de l'article 1445. Et toute convention par laquelle les époux rétabliraient leur communauté par des conditions différentes de celles qui les réglaient antérieurement serait nulle.

Mais quel est dans ce régime le sort des donations qui ont été faites par contrat de mariage ?

Sous le régime ancien, aucune difficulté ne se présentait : l'article 299 ne s'appliquait pas à la séparation de corps et, par conséquent, les libéralités faites par contrat de mariage subsistaient malgré le jugement de séparation.

Il n'en sera plus de même si l'article 299 est complété dans les termes de la proposition de loi qui vous est soumise.

Il faudra que l'acte de rétablissement de la communauté fasse revivre ses donations. M. Van Isterbeek, dans son ouvrage classique sur la séparation de biens, admettant conditionnellement l'opinion d'Arntz qui appliquant l'article 299 à la séparation concluait ainsi en pratique : « Dans l'opinion qui admet l'application » de l'article 299 du Code civil à la séparation de corps, il importe que l'acte de » rétablissement de communauté fasse revivre les donations entre époux que con- » tenaient le contrat de mariage, car, dans le sens de cette opinion toutes dona- » tions sont révoquées du moins en ce qui concerne l'époux coupable : or, le con- » trat de mariage est indivisible, toutes les clauses s'y trouvent et l'article 1451 » du Code civil doit être appliqué à l'ensemble des conventions matrimoniales y » compris les donations entre époux (3) ».

L'opinion d'Arntz qui pouvait se discuter est remplacée par un texte formel qui étend la sanction de l'ancien article 299 à la séparation de corps. Dès lors il n'y a plus de doute et l'acte de rétablissement devra « ressusciter » les donations éteintes.

(1) POTHIER, Communauté, n° 524. — V. LEBRUN, Communauté, liv. III, chapit. I, n° 3

(2) V. COLLIN et CAPITANT, III, p. 179.

(3) VAN ISTERBEEK. *Traité général de la séparation de biens contractuelle et judiciaire*. Bruxelles, 1918, p. 99.

C'est, dans ces conditions, Messieurs, et sous le bénéfice de ces observations que la Commission spéciale chargée de l'examen du projet qui nous est renvoyé par le Sénat en propose l'adoption.

Le Rapporteur,

IGNACE SINZOT

Le Président,

Jos. PIERCO.



(8)

(4)
(N^o 103)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 JANUARI 1925.

Wetsontwerp

tot wijziging van het regime der scheiding
van tafel en bed ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER SINZOT.

MIJNE HEEREN,

Het door den Senaat goedgekeurde wetsontwerp, waarover ik de eer heb verslag uit te brengen, heeft verschillende doeleinden :

1^o Het wijzigt artikel 310 van het Burgerlijk Wetboek en vervangt de automatische echtscheiding na het verstrijken der drie jaar, door de echtscheiding op beslissing van den Magistraat ;

2^o Het brengt gelijkstelling tusschen het stelsel van goederen na de scheiding van tafel en bed, en het stelsel van echtscheiding.

3^o Het verleent aan den van tafel en bed gescheiden echtgenoot hetzelfde recht tot ontkenning als aan den uit den echt gescheiden echtgenoot.

Zooals men ziet, gaat het hier over eene nog zeer schuchtere proeve van juridische regeling van de scheiding van tafel en bed.

*
..

Wij zouden hier, naast dit verslag, deze enkele lijnen willen plaatsen waarmede de heer Allou, verslaggever in de Fransche Kamer van het wetsontwerp over de scheiding van tafel en bed, het handhaven en de regeling van de instelling in het burgerlijk recht verklaarde :

« Het is eene al te zeer verspreide vergissing, wij kunnen het niet genoeg

(1) Wetsontwerp door den Senaat overgemaakt, n^o 106 (1910-1911).

(2) De Bijzondere Commissie bestond uit de heeren Pierco, voorzitter, Baels, Crick, Destrée, Carton de Wiart, du Bus de Warnaffe, Mathieu, Meysmans, Sinzot, Soudan en Van Dievoet.

» herhalen, te beweren dat de scheiding van tafel en bed slechts te verdedigen is
 » door het godsdienstig gevoelen, het de echtscheiding van de katholieken te
 » noemen, om daarna onmiddellijk bij te voegen dat de wet zich niet met confes-
 » sionele zaken moet bezighouden. Zoo deze beweeggrond, de eerbied voor de
 » godsdienstige overtuiging, hoofdzakelijk werd naar voren gebracht om de
 » scheiding in het burgerlijk Wetboek te behouden toen dit werd opgesteld, zoo
 » deze reden altijd voldoende is in een land dat zoovele katholieken telt, welke
 » door hun godsdienst verhinderd zijn uit den echt te scheiden, blijft het
 » niettemin waar dat de *scheiding te verdedigen is buiten elk godsdienstig gevoe-*
 » *len om, en dat zij beantwoordt aan ernstige noodwendigheden en aan zeer*
 » *billijke bekommernissen* ».

» Kan het niet gebeuren dat, zelfs niet katholieken echtelingen, zich bepalen
 » bij de scheiding van tafel en bed, in het belang der twee familiën, om minder
 » opspraak te veroorzaken, en vooral in het belang van de kinderen, van het
 » behoud van de goederen, en met het oog op hetzij eene vereeniging, hetzij
 » eene verzoening in de toekomst ».

In denzelfden geest en om dezelfde redenen stelt de Commissie u voor den-
 tekst door den Senaat goedgekeurd, aan te nemen.

* * *

I. Artikel 310 luidt :

« Wanneer de scheiding van tafel en bed, uitgesproken om eenige andere oor-
 » zaak dan op grond van het overspel der vrouw, drie jaren heeft geduurd, kan
 » de echtgenoot, die oorspronkelijk verweerder was, een eisch tot echtscheiding
 » instellen bij de rechtbank, en deze staat ze toe indien de oorspronkelijke
 » eischer, aanwezig of behoorlijk geroepen, er niet onmiddellijk in toestemt de
 » scheiding te doen ophouden ».

De heer Braun, die in 1905 het juridisch vraagstuk van de scheiding van tafel
 en bed heeft gesteld, stelde voor dit artikel eenvoudig weg in te trekken. Hij
 steunde op het gezag van Laurent en op de Commissie tot herziening van het
 Burgerlijk Wetboek.

Hij werd niet gevolgd door den Senaat, die steunde op het Fransche recht,
 zooals de wet van 27 Juli 1884 dit vaststelde.

« De oorspronkelijke verweerder kan voor de rechtbank een eisch instellen om
 » de scheiding van tafel en bed te veranderen in echtscheiding, behalve wanneer de
 » scheiding tegen hem werd uitgesproken op grond van overspel. Deze verande-
 » ring is niet verplichtend; zij wordt overgelaten aan het oordeel van de recht-
 » bank ».

Er mag nochtans geen kwestie zijn van willekeur. De rechtbanken moeten
 over dezen eisch uitspraak doen als over een nieuwen eisch.

Zooals onze betreurde collega, de heer Hoyois, in zijn verslag over dit vraagstuk
 zegde :

« Overigens is het zonneklaar dat, ware de wetgever thans vanzins de recht-
 » banken het volstrekt recht te laten, de echtscheiding op te dringen aan den
 » echtgenoot die zich niets heeft te verwijten, en wel alleen omdat zijn schuldige
 » bedgenoot, tegen welken bij drie jaren te voren de scheiding van tafel en bed

» deed uitspreken, lucht geeft aan zijn lust om aan te vragen dat deze scheiding
 » van tafel en bed worde veranderd in echtscheiding, het stellig niet der moeite
 » waard zou zijn den bestaanden tekst van artikel 310 te wijzigen. De wet
 » wordt juist veranderd, opdat het vroeger bestaande zich niet meer zou voor-
 » doen. De nieuwe tekst schaft artikel 310 niet volkomen af, doch eenvoudig
 » omdat er, naar de meening van hen die denken dat men het niet zoo verre
 » behoeft te drijven, nieuwe en zeer erge redenen kunnen bestaan om, op een
 » gegeven oogenblik en onder bijzonder omstandigheden, eene vroeger uitge-
 » sproken scheiding van tafel en bed te veranderen in echtscheiding. Men behoort
 » aan de rechtbanken, zoodra zij na onderzoek van den ganschen toestand —
 » voor de echtgenooten en de uit hunnen echt gesproten kinderen — het bewijs
 » van 't bestaan van deze redenen hebben verworven, het recht te laten dienen-
 » gevolge te regelen den juridischen toestand der echtgenooten die zich reeds eene
 » eerste maal tot het gerecht hebben gewend. Buiten dit, moeten de rechtbanken
 » den nog niet gansch verbroken band eerbiedigen, alsmede den wil van den
 » beleedigden echtgenoot, die gebruik heeft gemaakt van zijn recht, wanneer hij
 » scheiding van tafel en bed verkoos boven echtscheiding, en het vroeger
 » gewijsde. »

» Kortom, men verlaat zich wat op de willekeur der rechtbanken. De eisch tot
 » echtscheiding, hun onderworpen drie jaren nadat zij hebben geoordeeld over
 » de feiten die eene echtscheiding van tafel en bed wettigden, is eene gansch
 » nieuwe eisch, dien zij als dusdanig moeten beoordeelen. Daar scheiding van tafel
 » en bed uit haren aard slechts eene verzwakking van den echtelijken band is,
 » zoo volgt daaruit dat, wanneer de echtgenoot, die het eerste ongelijk had,
 » vraagt dat het gemeenschappelijk leven worde hernomen na een soort van vol-
 » doenden proeftijd — dien de wetgever bepaalt op drie jaren —, de rechters
 » hebben te onderzoeken of de echtgenoot, die den vroegeren eisch tot scheiding
 » van tafel en bed instelde en weigert opnieuw samen te leven, gerechtigd is het
 » te doen. Zoo ja, dan moeten de rechters weigeren den eisch tot echtscheiding
 » aan te nemen. Slechts in het tegenovergesteld geval kunnen zij hem aan-
 » nemen. »

Het ontwerp wijzigt artikel 310 op een ander punt : onder het tegenwoordig stelsel kan de echtscheiding worden geëischt in al de gevallen van scheiding, tenzij wanneer zij werd uitgesproken op grond van overspel der vrouw. Men doet terecht opmerken dat niets dit voorrecht van den man rechtvaardigt. Hij zal dus ook uitgesloten zijn van het recht de echtscheiding te eischen wanneer de scheiding tegen hem word uitgesproken op grond van overspel.

De andere wijzigingen zijn louter voor den vorm.

II.

Artikel 311bis van het ontwerp is de textueele herhaling van het voorstel Braun :
 « Artikel 299 is van toepassing op de scheiding van tafel en bed. »

Krachtens artikel 299 van het Burgerlijk Wetboek verliest de echtgenoot tegen wien de echtscheiding is toegelaten al de voordeelen die de andere echtgenoot hem kan hebben aangebracht.

De rechtsspraak van het Hof van Verbreking in Frankrijk is verschillend van deze van ons Hof van Verbreking wat betreft de mogelijkheid van toepassing van dit artikel op de scheiding van tafel en bed.

De eerste rechtsspraak breidde het verval van rechten uit tot den echtgenoot tegen wien de scheiding van tafel en bed was uitgesproken (1).

Het arrest van het Hof van Verbreking van België, d. d. 20 Mei 1847, heeft de tegenovergestelde meening bekrachtigd; een ander arrest van hetzelfde Hof, van 24 Maart 1865, heeft deze beslissing bevestigd, en sedertdien hebben de rechtbanken in België die rechtsspraak aangenomen.

Vroeger had een vonnis van Gent, afbrekend met de tot daartoe gevolgde lijn, artikel 299 toegepast op de scheiding van tafel en bed; een arrest van het Hof van Beroep van Gent heeft het veranderd; daarbij steunend op de beweeggronden van het Hof van Cassatie :

1^o Artikel 299 is eene afwijking van het beginsel der onherroepelijkheid der beschikkingen bij huwelijkscontract, het kan dus bij vergelijking niet uitgebreid worden tot de scheiding van tafel en bed;

2^o Wanneer de wetgever de regelen van de echtscheiding heeft willen toepassen op de scheiding van tafel en bed heeft hij daarover verklaringen gegeven;

3^o De bepaling van artikel 299 heeft het karakter van eene strafbepaling, en er kan dienvolgens geen kwestie van zijn het uit te breiden (2).

Het arrest erkent evenwel dat er, zooals het vonnis waarvan beroep, het zegt, onbetwistbaar eene beweging bestaat, inzake wetgeving, voor de uitbreiding van artikel 299 tot de scheiding van tafel en bed.

In ieder geval, artikel 311bis, dat ons wordt voorgesteld, lost het vraagstuk op en maakt een eind aan de betwisting. Niets verzet zich tegen de aanneming ervan. Wijzen wij er op dat reeds de wet van 20 November 1896 den van tafel en bed gescheiden echtgenoot gelijk stelde met den uit den echt gescheiden echtgenoot, wat betreft het recht van successie van den overlevenden echteling.

Artikel 767 bepaalde. « Wanneer de overledene noch bloedverwanten in den erfgerechtigden graad, noch natuurlijke kinderen nalaat, behooren de goederen van de erfenis aan den niet uit den echtgescheiden echtgenoot die hem overleeft. » De voornoemde wet heeft de woorden « noch van tafel en bed gescheiden » toegevoegd aan de woorden « niet uit den echt gescheiden echtgenoot. »

Voorzeker heeft de echtgenoot tot wiens voordeel de scheiding van tafel en bed werd uitgesproken, het recht een eisch in te stellen tot herroeping der scheiding terzake van ondankbaarheid, overeenkomstig het gemeene recht (art. 953 en 959 van het Burgerlijk Wetboek).

Maar de redenen waardoor de wetgever zich heeft laten leiden in zake successie zijn sterker nog waar het schenkingen geldt bij huwelijkscontract, het is te zeggen voordeelen aangebracht op grond van de wederzijdsche genegenheid der echtelingen.

(1) De Fransche rechtsspraak luidt over het algemeen in denzelfden zin. Z. not., Trib. Seine, 7 November 1906, eene interessante toepassing op de voordeelen der gemeenschap. Rev. not. 1907, 254.

(2) Z. dit arrest., Rec. gén. de l'enr., n^o 15744.

En, practisch gesproken, waarom een nieuw rechtsgeding eischen tot herroeping van de schenking; het spreekt van zelf dat, eens de scheiding van tafel en bed uitgesproken, er ondankbaarheid bestaat; zoo heeft de wetgever geoordeeld in zake echtscheiding. Waarom dan niet automatisch het verval van rechten uitspreken met de scheiding van tafel en bed zooals met de echtscheiding?

III

Onder het stelsel van het Wetboek, kan de man het kind niet ontkennen op grond van overspel tenware de geboorte voor hem werd verborgen gehouden. Anderzijds, krachtens artikel 315: « kan de wettelijkheid van het kind, geboren driehonderd dagen na de ontbinding van het huwelijk, niet betwist worden. »

Men heeft te recht doen opmerken dat het feit zelf van het eischen der scheiding van tafel en bed de scheiding van de echtgenooten meebracht, al ware het maar om de exceptie van verzoening te vermijden; en wanneer de ontkenning is toegelaten om reden van de scheiding der echtgenooten, bestaat er geene reden meer dezelve niet toe te laten op grond van den eisch tot scheiding van tafel en bed, zooals op grond van den eisch tot echtscheiding.

Deze scheiding wordt evenwel slechts beschouwd als een vermoeden *juris tantum*, en de echtgenoot tegen dewelke de wet is ingesteld heeft het recht te bewijzen dat er feitelijk vereeniging is geweest tusschen de echtgenooten; in dit geval is de vordering tot ontkenning niet ontvankelijk.

Dit zijn de redenen tot goedkeuring van den tekst dien het ontwerp van den Senaat voorstelt toe te voegen aan artikel 313:

« In geval van vonnis of zelfs van eisch tot echtscheiding of tot scheiding van tafel en bed, kan de man ontkennen dat het kind, geboren driehonderd dagen na de beslissing, waarbij de vrouw werd gemachtigd eene afzonderlijke woonplaats te hebben, en minder dan honderd tachtig dagen serdert de bepaalde afwijzing van den eisch of sedert de verzoening, zijn kind is. De rechtsvordering tot ontkenning is niet ontvankelijk, indien de vrouw bewijst dat de echtgenooten feitelijk herreenigd zijn geweest. »

IV.

Eindelijk, de rechtsbevoegdheid van de van tafel en bed gescheiden vrouw was beperkt. Hernam zij het vrije beheer over hare goederen, dan kon zij zekere handelingen niet doen zonder de toelating van haar man.

De tekst door den heer Braun voorgesteld was veel meer beperkend dan het nieuwe artikel 1439 zooals het door den Senaat is aangenomen. Die tekst verleende het volle genot van hare burgerlijke bevoegdheid slechts aan de vrouw tot wier voordeel de scheiding van tafel en bed was uitgesproken.

De Senaat verleent het daarentegen aan iedere van tafel en bed gescheiden vrouw. Hij heeft zich aangesloten bij het stelsel van de Fransche wet van 6 Februari 1893 (1) om redenen van practischen aard en in het belang van de

(1) V. POULLE. *La Séparation de corps devant le Sénat français*. Jurispr. inzake echtscheiding en scheiding van tafel en bed, 1837, bl. 48 en v. Cfr. ook het verslag van den heer Arnould in de Fransche Kamer, buitengewoon Zittingsjaar 1887. Bijlage bij het verslag over de vergadering van 28 November 1887.

derden. Voor dezen zou er inderdaad eenig gevaar bestaan indien men twee categorieën van vrouwen, van tafel en bed gescheiden, vaststelde, waarvan de eenen volle rechtsbevoegdheid zouden bezitten en de anderen slechts gedeeltelijke.

De hervorming is van belang; zij stelt het beginsel van de volle burgerlijke bevoegdheid voor de van tafel en bed gescheiden vrouw; zij beperkt zich bij eene enkele uitzondering wat betreft den verkoop van hare onroerende goederen. Wij bekennen dat deze uitzondering ons onlogisch schijnt, en nog hoort tot de vooroordeelen die van de onroerende goederen eene soort juridische aristocratie maakten.

Zooals alle wetten is deze een werk van transactie, dat de Commissie voorstelt als zoodanig aan te nemen.

.

Eenige leden hebben zich evenwel bekommerd om den juridischen toestand van de van tafel en bed gescheiden echtgenooten in geval van verzoening.

Er kan hier enkel kwestie zijn van het stelsel der goederen. Inderdaad, rechtspraak, rechtsleer en gezonde zin (als bij mirakel vereenigd), zijn het eens om te verklaren dat geene enkele formaliteit, noch gerechtelijke noch extra-gerechtelijke, noodig is voor de herneming van het gemeenschappelijk leven.

De wil van de echtelingen volstaat daartoe (1).

Voor wat het stelsel der goederen betreft, bezitten wij enkel de bepalingen van artikel 1451 van het Burgerlijk Wetboek.

In het oude recht, leerden sommige schrijvers dat zoo de scheiding van goederen uitgesproken was als zaaksgevolg van de scheiding van tafel en bed zij door de verzoening feitelijk ophield te bestaan.

Pothier, die dezelve niet zonder voorbehoud aanhaalt, vermeldt echter artikel 199 van het gewoonterecht van Orléans, dat hun schijnt gelijk te geven. « Indien, na de scheiding van goederen tusschen gehuwde man en vrouw, beide echtelingen zich vereenigen en hunne goederen te samen brengen, houdt het gevolg van gezegde scheiding op te bestaan. » (2)

Deze oplossing zou niet kunnen aangenomen worden uit hoofde van den uitdrukkelijken tekst van artikel 1451 waardoor inzonderheid de belangen van derden worden gevrijwaard. De scheiding van tafel en bed brengt de scheiding van goederen met zich; de derden, te goeder trouw, zullen een verbintenis aangaan rekening houdende met dezen rechtstoestand; hoe zal men hun een herstelde gemeenschap kunnen tegenstellen, hersteld door het enkel feit van een gemeenschappelijk leven — misschien van korten duur — en dat de *diminutio capitis* der vrouw, met dewelke zij onderhandeld hebben, zou met zich brengen. (3).

Er zal dus eene notarische akte met minute noodig zijn om het eerste huwe-

(1) LAURENT III, n. 357, AUBRY en RAU, Cfr. bl. 210, DEMOLOMBE IV, n^o 532. Men heeft zelfs beweerd dat de wil van den echtgenoot, tot wiens voordeel de scheiding was uitgesproken, voldoende was. Cfr. not. DURANTON II, n^o 618. — DALLOZ, rap. V, *Séparation de Corps*: « C'est négliger la notion même de réconciliation qui est à la base de la vie commune. »

(2) POTHIER. *Communauté*, n^o 524. — LEBRUN. *Communauté*, boek III, hoofdstuk I, n^o 3.

(3) COLLIN en CAPITANT, III, bl. 179.

lijksregime te herstellen : het afschrift zal op de wijzen bij artikel 1448 bepaald moeten aangeplakt worden. En iedere overeenkomst waarbij de echtgenooten hunne gemeenschap zouden herstellen door middel van andere voorwaarden dan vroeger zou van geener waarde zijn.

Doch welk is met deze regeling het lot der bij huwelijkscontract gedane schenkingen ?

Onder de vroegere regeling, deed zich geen moeilijkheid voor : artikel 299 was niet van toepassing op de scheiding van tafel en bed en, dienvolgens, bleven de bij huwelijkscontract gemaakte begiftigingen voortbestaan ondanks het vonnis van scheiding.

Dit zal niet meer zijn, bijaldien artikel 299 wordt aangevuld naar luid van het onderhavige wetsvoorstel.

Het zal noodig zijn dat de akte van herstel der gemeenschap die schenkingen opnieuw vermeldt. De heer Van Isterbeek, in zijn klassiek werk over de scheiding van goederen, voorwaarselend de zienswijze van Arntz aannemende, die artikel 299 op de scheiding toepast besluit in de praktijk als volgt: « Naar de opvatting welke de toepassing van art. 299 van het Burgerlijk Wetboek aanneemt op de scheiding van tafel en bed, is het noodig dat de akte waarbij de gemeenschap wordt hersteld de schenkingen onder echtgenooten, bevat in het huwelijkscontract, opnieuw vermeldt; want de zin van die zienswijze is dat al de schenkingen herroepen zijn ten minste voor wat den schuldigen echtgenoot betreft; welnu, het huwelijkscontract is onsplitsbaar, al de bedingen zijn er in bevat en artikel 1451 van het Burgerlijk Wetboek moet worden toegepast op het gezamenlijke van de huwelijksvereenkomsten met inbegrip van de schenkingen tusschen echtgenooten (1) ».

De meening van Arntz, welke kon betwist worden, is vervangen door een uitdrukkelijken tekst die de bekrachtiging van het vroegere artikel 299 tot de scheiding van tafel en bed uitstrekt. Diensvolgens blijft er geen twijfel meer over en de akte van herstel zal de te niet gedane schenkingen moeten opnieuw vermelden.

Mits die voorwaarder en na deze beschouwingen, mijne Heeren stelt de bijzondere Commissie, belast met het onderzoek van het ons door den Senaat teruggezonden wetsontwerp, u voor hetzelfde goed te keuren.

De Verslaggever,

IGNACE SINZOT.

De Voorzitter,

Jos. PIERCO.

(3) Van Isterbeek. *Traité général de la séparation de biens contractuelle et judiciaire*. Brussel, 1918, bl. 99.